

Zeitschrift: Die Eisenbahn = Le chemin de fer
Herausgeber: A. Waldner
Band: 4/5 (1876)
Heft: 2

Sonstiges

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

attendre, établir des principes donnant à ceux qui veulent édifier, ainsi qu'aux concurrents, une garantie réelle pour le résultat du concours.

Ces principes pourraient être selon nous les suivants :

1. Les membres du jury chargés du jugement d'un concours doivent en avoir adopté le programme.
2. Le jury doit être composé en majeure partie d'architectes.
3. Le nom des membres composant le jury doit être indiqué au programme.
4. L'équité exige tout naturellement des membres du jury qu'ils ne puissent être en même temps concurrents et qu'ils renoncent d'entrée à toute participation future soit à l'élaboration des plans, soit à l'exécution de l'édifice dont ils jugent les plans de concours.
5. Le programme ne doit jamais exiger des concurrents plus de travail qu'il n'en est nécessaire pour rendre d'une manière claire et compréhensible les projets présentés.
6. Les projets de concours doivent être exposés publiquement au moins 15 jours avant le jugement et rester exposés quelques jours après.
7. Le premier prix d'un concours doit au moins égaler la somme qu'un architecte de renom est en droit d'exiger pour un travail tel que celui qui est demandé par le programme.
8. Autant que possible l'architecte qui a remporté un premier prix dans un concours sera chargé de l'élaboration des plans et de l'exécution de l'édifice.

A l'appui de ces propositions, nous indiquerons rapidement quelques considérations suivantes :

Il arrive quelquefois que les membres d'un jury se trouvent, lors du jugement, en face d'un programme renfermant des dispositions qui leur semblent défectueuses, même inadmissibles.

On comprend l'embarras d'un jury lorsque ce cas se présente, surtout si tel projet qui par exemple s'est écarté du programme dans certaines questions leur paraît mieux répondre au but dans son ensemble.

Plus le programme aura été étudié par le jury en le rédigeant, plus il sera clair et plus le jugement en sera facile.

Il est fort compréhensible, sans qu'il soit besoin d'en indiquer les nombreux motifs, qu'il ne soit point indifférent à un architecte de savoir avant de se décider à participer à un concours, par qui son œuvre sera jugée.

La plupart des programmes demandent aux concurrents beaucoup trop de travaux ordinairement tout-à-fait superflus. C'est ici qu'est, croyons-nous, un des écueils principaux où vient échouer le désir de concourrir qu'auraient bien des architectes.

Je pose d'abord en principe que jamais un projet de concours ne peut être exécuté tel quel sans en remanier les plans.

Ceci est la conséquence forcée du concours qui fait surgir de nouvelles idées et dont différents projets produisent telle ou telle disposition heureuse que l'on aimerait à introduire dans le projet définitif.

Pourquoi donc demander souvent des plans complets, voir même des détails d'exécution. Le concours a pour but de donner les meilleures idées de disposition générale d'un plan et d'agencement des façades; les détails viennent après.

Le concours atteindrait donc bien mieux son but en ne demandant que des esquisses à l'échelle de 1 : 100—1 : 200. On obtiendrait de cette manière un plus grand nombre de projets surtout de la part des architectes qui ont beaucoup de travaux et auxquels le temps manque souvent pour élaborer des projets de concours comme ils sont demandés.

On demande en outre généralement des devis estimatifs détaillés complets.

Je pose de nouveau en fait que pour vérifier consciencieusement et sérieusement un devis, il faut à peu près le même travail que pour l'élaborer, ceci surtout dans un devis de concours, où un grand nombre de concurrents ne connaissent pas exactement les prix de la localité, les usages de toisages, les matériaux, la manière de travailler, etc.; combien en outre donnent à l'élaboration de ce devis tout le temps et le soin nécessaire comme s'il s'agissait d'un devis pour une construction dont les plans sont tout-à-fait arrêtés et les détails discutés point à point avec le constructeur.

Or, quel est le jury qui peut se soumettre à une pareille besogne?

Nous avons entendu souvent exprimer le vœu que l'architecte qui a remporté le premier prix devrait être également chargé de l'exécution.

Nous partageons également cette manière de voir.... en théorie; en pratique cela est radicalement impossible. Il y a tellement de considérations différentes et délicates qui doivent diriger un constructeur dans la remise d'une construction à un architecte, que la plupart de ceux qui édifient, ne consentiraient jamais à se soumettre à une pareille clause. C'est une concession que les architectes doivent faire, car il ne faut cependant pas oublier que le constructeur a décidément le dernier mot à dire et qu'il ne faut pas vouloir trop restreindre ce qui en définitive est son droit.

Ce que nous cherchons en écrivant ces lignes, n'est pas d'atteindre dans la rédaction des programmes de concours, tout ce qui nous paraît désirable, mais seulement ce qui nous paraît indispensable à assurer la garantie de réussite d'un concours, ce n'est pas le maximum, c'est le minimum.

Que l'on ne se trompe du reste point, nous n'avons pas l'intention de vouloir établir des statuts ou règlements ayant force de loi, nos propositions tendent à un compromis entre deux parties, ceux qui édifient d'une part, les concurrents d'autre part. Ce compromis devrait être adopté par les premiers, dans leur intérêt; les seconds devraient prendre l'engagement moral de ne participer à aucun concours qui ne soit établi d'après des principes adoptés.

En deux mots, ce que nous cherchons, c'est donc que les architectes de notre pays s'entendent sur la rédaction d'un exposé de bases de concours à soumettre à ceux qui ont l'intention d'en publier, et qu'une fois admis, les architectes se tiennent autant que possible à l'écart de tout concours dont le programme ne serait pas conforme aux principes adoptés.

Nous appelons la discussion sur cette idée qui n'est pas neuve et qui fonctionne depuis des années en Allemagne avec de très-beaux résultats.

C. A. R.

Nous avons traité le même sujet dans les Nos. 25 et 26 de l'année passée, mais nous espérons être agréables à nos collègues parlant français, en reproduisant l'article ci-dessus dont les principes sont à très peu de chose près ceux émis dans l'article précédent.

Nous prions les sociétés des Architectes et Ingénieurs de bien vouloir nous communiquer les résultats de leurs discussions sur ce sujet.

La Rédaction.

Kleinere Mittheilungen.

Eidgenossenschaft.

Bundesrathssitzung vom 7. Januar 1876. — Der Bundesrat hat in Sachen des Conflicts des Gotthardunternehmers Favre mit der Gotthard direction betreffs Rückhaltung der Auszahlung für den Richtungsstellen, immerhin unter Wahrung der Stellung der Gotthard direction dahin entschieden, dass diese Auszahlung theilweise gemacht werden müsse.

Bundesrathssitzung vom 10. Januar 1876. — Der Gesellschaft für Bau und Betrieb von Pferdebahnen im Ct. Genf ist die Fristverlängerung bis 1. Februar bewilligt für die Einreichung der vorschriftmässigen Vorlagen und der Gesellschaftsstatuten, sowie für den Beginn der Arbeiten.

Internationale Ausstellung in Philadelphia 1876. Die von schweizerischen Architekten für die Weltausstellung gelieferten Baupläne über ausgeführte, bedeutende Hochbauten in der Schweiz werden auf Veranlassung des Hrn. Generalemissär, Oberst Rieter, auf eine kurze Zeit vor ihrer Absendung nach Amerika öffentlich im Saale des Kunstmuseums in Winterthur ausgestellt. Die allzu grosse Kürze der Zeit, welche für den angegebenen Zweck verwendet werden konnte, führt freilich nur zu einer bescheidenen Sammlung. Immerhin dürfte es den Fachmännern und dem Publikum nicht unwillkommen sein, auf den Besuch derselben aufmerksam gemacht zu werden. Nach dem 15. d. M. sollen keine Pläne mehr angenommen werden.

Cantone.

Die Regierungen der Cantone Bern und Luzern haben am s. d. Mts. zur Sicherung des Betriebes der Bern-Luzern-Bahn bis Ende Februars nächstthin folgendes Abkommen mit der Jurabahngesellschaft getroffen:

1) Die Jurabahngesellschaft verpflichtet sich zum Fortbetrieb der Linie bis zum genannten Termine.

2) Die Cantone Bern und Luzern verpflichten sich, der Jurabahn gesellschaft zu dem Ende die Summe von Fr. 72,000 zu bezahlen und zwar jeder Canton die Hälfte der Summe.

3) Die Hälfte dieser Summe wird mit Fr. 36,000 bis Ende Januars, die andere Hälfte Ende Februars bezahlt.

4) Sollte die Liquidation der Gesellschaft vor Ablauf des Terms von dritter Seite herbeigeführt werden, so soll es so gehalten sein, dass der Jurabahn in allen Fällen, d. h. auch wenn die Liquidation vor Ende Januars eintreten sollte, der Betrag von Fr. 36,000. — bezahlt wird. Wenn dagegen die Liquidation im Laufe Februars erkannt werden würde, so wird die 2. Hälfte von Fr. 36,000. — marchzählig mit Fr. 1,200. — per Tag bis zum Eintritt der Liquidation bezahlt.

5) Die vertragsmässige Prüfung der Betriebsrechnung wird gegenüber der Jurabahn vorbehalten.

Zürich. Regierungsrathsverhandlungen vom 8. Januar. Das Revisionsgesuch von Thalweil betr. Zufahrtsstrasse zur Eisenbahnstation wird abgewiesen. — Mit Bezug auf die Seedammbaute wird dem Bundesrath auf seine letzte Mitteilung vom 30. Dec. erwidert, es liege, nachdem derselbe den vom Regierungsrathe aufgestellten Bedingungen für Gestaltung der Seedammbaute bei Rapperswil Rechnung getragen habe, kein Grund mehr vor, an dem Recurs an die Bundesversammlung festzuhalten und er werde daher zurückgezogen. —

Eisenbahnen.

Gottardturnel. Fortschritt der Bohrung während der letzten Woche: Göschenen, 9,80 M., Airolo 26,10 M., Total 35,90 M., mithin durchschnittlich per Tag 5,1 M.

Nordostbahn. In der Verwaltungsratssitzung vom 30. December ist die Kündigung des Obligationencapitals der Eisenbahnunternehmung Zürich-Zug-Luzern auf Ende 1876 beschlossen worden.

Schweizerische Centralbahn. Der Verwaltungsrath hat in seiner letzten Sitzung, in welcher das Budget für 1876 zur Berathung kam, beschlossen, sich der äussersten Oeconomie zu befeissen, um die Gesellschaft aus ihren momentanen finanziellen Schwierigkeiten zu ziehen und den alten soliden Stand der Unternehmung wieder zu sichern. Um das finanzielle Gleichgewicht herzustellen, sollen alle projectirten Linien, also auch die Wissserfallenbahn, vorläufig sistirt werden, und es wurden desshalb keine Credite für diese in den Vorschlag pro 1876 aufgenommen.

Gotthardbahn. Da Herr Director Zingg im Grossen Rathe von Luzern das Preisgeben der Linien von Arth über St. Adrian nach Zug und von Immensee über Meggen nach Luzern in Aussicht gestellt hat, so mag daran erinnert werden, dass die erst genannte Linie bereits schon in den internationalen Conferenzen im Herbst 1869 von Vertretern der auswärtigen Regierungen angefochten wurde. Gegen die Aufnahme dieser Linie in das Gotthard-Unternehmen wurde eingewendet, dass die Linie Immensee-Buona mit Anschlusspunkt zwischen Rothkreuz und Cham beinahe um die Hälfte kürzer und fast um zwei Millionen wohlfährter sei. Die schweizerische Abordnung machte jedoch geltend, dass die Nordostbahn, um die Concession für Zürich, Zug und Luzern zu erlangen, sich habe verpflichten müssen, den durchgehenden Verkehr stets durch Zug zu leiten, und dass eine gleiche Verbindlichkeit vom Gotthard-Comite befuht Erlangung der Alpenbahn-Concession eingegangen sei. Deutschland und Italien zogen daraufhin ihre Einsprache zurück, und die Linie Arth-Zug wurde im internationalen Vertrag als integrierende Bestandtheil des Gotthardunternehmens erklärt. Wenn jetzt die Schweiz auf das Zugeständnis, welches ihr damals gemacht wurde, verzichtet und die Gotthardbahn der Verpflichtung, Arth-Zug zu bauen, entledigt, so werden höchst wahrscheinlich die beiden anderen Subventionsstaaten bereitwillig zustimmen, und es dürfte diese Linie vielleicht die erste sein, welche der gegenwärtigen Finanzlage der Gotthardbahn zum Opfer gebracht wird. Die Concessionsrechte der Cantone sind jetzt auf den Bund übertragen; demgemäss ist er auch befugt, Vorbehalte und Bedingungen preiszugeben, an welche früher vom Canton Zug die Ertheilung von Concessions auf seinem Cantonsgebiet geknüpft worden ist.

Sollte Arth-Zug fallen gelassen werden, so würde auch die der Nordostbahn concedirte Linie von Thalweil nach Zug ihre Bedeutung verlieren. Diese Linie sollte nach dem Plane der Nordostbahn anknüpfend an die linksufrige Zürichsee-Bahn und von Zürich aus über Bülach und Schaffhausen bis Engen fortgesetzt, die nächste Zufahrtsstrasse nach dem Gotthard darstellen. Zürich-Thalweil-Zug ist freilich nur um 9 oder 10 Kilometer kürzer als die jetzt im Betrieb stehende Linie Zürich-Affoltern-Zug, aber die Fortsetzung bis Singen oder bis Engen würde, mit dem Nationalbahntracé verglichen, eine erheblichere Abkürzung dargeboten haben, und die Nordostbahn hoffte dadurch allen, von den Ausgangspunkten Singen oder Engen kommenden oder dahingehenden Gotthardverkehr ausschliesslich auf ihre Linien zu lenken. Alle diese Combinationen würden gestört, wenn Zug-Arth fallen gelassen wird. Die Nordostbahn dürfte indessen kaum Ursache haben, sich sonderlich darüber zu grämen. Die Linie Thalweil-Zug muss einen grossen Tunnel unter dem Albis durchführen, und es ist sehr fraglich, ob der gewaltige Kostenaufwand, welchen dieser Durchstich erfordert, aufgewogen würde durch die Vortheile, welche man sich von der Linie versprochen hat. Man urtheilt jetzt wohl etwas nüchtern, als noch vor wenigen Jahren, über die Gotthardbahn, ihre Aussichten und über die Rückwirkungen, welche die Eröffnung des Gotthard auf die Zufahrtslinien äussern wird. Soweit die Basler Nachrichten.

Ob nun die im Eisenbahntaumel von 1869 und 70 gemachten Combinationen einfach fallen gelassen und die damit zusammenhängenden Ver-

träge durch bundesräthlichen Entscheid aufgehoben werden dürfen, scheint uns doch ziemlich fraglich zu sein. Wenn kein Geld da ist, so soll man aufhören zu bauen, aber die Situation nicht mit Verdrehungen beschönigen wollen, und sagen, dass wegen Geldmagel nun der Bund über cantonale Concessions und was damit zusammenhängt, einfach hinwegschreiten dürfe!

Zürich. Am 9. d. Mts. Abends sind im hiesigen Vorbahnhofe zwei Locomotiven der Vereinigten Schweizerbahnen so heftig aneinander gefahren, dass die eine derselben theilweise entgleiste und der Locomotivführer eine nicht unbedeutende Verletzung am Bein erlitt.

Schweizerische Nationalbahn. Die Generalversammlung der Actionäre hat bezüglich der theilweisen Abänderung des Trace einstimmig folgenden Beschluss gefasst: 1) Die Ausführungsstudien der Oberbauleitung für eine Kreuzung der Winterthur-Zofinger Linie mit der Bülacher Linie der Nordostbahn-Gesellschaft in der Station Oerlikon werden gutgeheissen und es verlegt auf Grundlage derselben die Gesellschaft der schweizerischen Nationalbahn die Kreuzung definitiv von Glattbrugg nach Oerlikon, vorbehältlich der Erlangung der hoheitsrechtlichen Bewilligung (Disp. 2). 2) Die Direction wird beauftragt, zu dem Ende dem Bundesrath zu Handen der Bundesversammlung ein Gesuch um Abänderung der Concession vom 23. September 1873 mittelst Streichung des Richtungspunktes Glattbrugg in der Beschreibung der concedirten Linie beziehungsweise Ersatzung derselben durch Oerlikon einzureichen. 3) Bis zur Erledigung des Concessionsgesuchs bleiben Grundeinlösung und Bauarbeitung auf der Strecke Kloten-Regensdorf sistirt. 4) Die Direction ist ermächtigt, in dem neuen Trace eine Station zwischen Ober- und Unteraffoltern einzuschalten, insofern von der Gemeinde Affoltern resp. Privaten daselbst eine den Anlagekosten der Station annähernd entsprechende Actienbeteiligung eingegangen wird, welche an die Stelle zu treten hätte der von Privaten in Unteraffoltern für den Fall der Ausführung des Trace Glattbrugg-Regensdorf und Einschaltung einer Station bei Unteraffoltern gezeichneten Actiensumme.

* * *

Gesellschaft ehemaliger Studirender des eidg. Polytechnikums in Zürich.

Wöchentliche Mittheilungen der Stellen-Vermittlungs-Commission.

A n g e b o t :

Folgende Techniker werden gesucht:

I. Ingenieur-Fach:

- 1) Zwei junge Ingenieure als Geometer nach Pruntrut.
- 2) Zwei junge Ingenieure nach Paris.

II. Maschinenbau-Fach:

- 1) Ein tüchtiger Maschinen-Construc-teur nach Lissabon.
- 2) Ein im Locomotiv- und Brückenbau erfahrener Constructeur in einer schweiz. Werkstätte.

III. Chem.-techn.-Fach:

- 1) Ein im Wollen- und Baumwollendruck bewandter Colorist als Dirigent einer Druckerei in Oesterreich.
- 2) Ein junger Chemiker event. als Antheilhaber einer Chem. Fabrik.

N a c h f r a g e :

Folgende Mitglieder suchen Stellen:

I. Bau-Fach:

- 1) Ein jüngerer und ein älterer Architect.

B u r a u d e r S t e l l e n - V e r m i t t l u n g s - C o m m i s s i o n :

Nene Plattenstrasse, Fluntern bei Zürich.

Redaction: H. PAUR, Ingenieur.

Zum Abonnement empfehlen

wir folgende Zeitschriften:

Baugewerks-Zeitung. Central-Organ d. deutschen Baugewerken-Vereine. Zeitschrift f. prakt. Bauwesen. Red. Felisch. Jährlich 104 Nrn. Vierteljährlich 4.

Bauzeitung, allgem. Gegründet von Förster, red. von Köstlin. Jährlich 12 Hefte. 53. 35.

Bauzeitung, deutsche. Organ des Verbands deutscher Architekten und Ingenieur-Vereine. Red. Fritsch u. Büsing. Jährlich 104 Nrn. Vierteljährlich 4.

Bibliothek, polytechnische. Monatl. Verzeichniss d. in Deutschland u. d. Auslande neu erschienenen Werke a. d. Fächern d. Mathematik u. Astronomie, d. Physik u. Chemie, d. Mechanik u. d. Maschinenbaues, d. Baukunst u. Ingenieurwissenschaft, d. Berg- u. Hüttenwesens. Mit Inhaltsang. d. wichtigsten Fachzeitschriften. Jährlich 12 Nrn. 4.

Blätter, technische. Vierteljahrsschr. d. deutsch. polyt. Vereines, früher deutsch. Ingen.- u. Architect.-Vereines in Böhmen, red. von Kirn. Jährlich 4 Hefte 16. —

Centralblatt, polytechnisches. Unter Mitwirkung v. Stein u. Hartig. Hrsg. von Schnedermann und Judenfeind-Hülsse. 24 Hefte. Halbjährlich 24.

Civilingenieur, der. Unter Mitwirkung d. Professoren am k. s. Polytechnicum. Hrsg. von Dr. E. Hartig. Jährlich 8 Hefte. 40. —

Dingler's polytechnisches Journal. Eine Zeitschrift zur Verbreitung gemeinnütz. Kenntnisse im Gebiete der Naturwissenschaft, der Chemie, der Pharmacie, etc. Hrsg. von Zemann u. Fischer. Jährlich 24 Hefte. 48. —

Eisenbahn. Organ d. schweiz. Ingenieur- und Architekten-Vereines. Mit vielen artist. Beilagen. 52 Nrn. Per Semester. 10. —

Engineering, D. A. Polytechnische Zeitung. Unter Mitwirkung der Editors of Engineering Will. H. Maw and James Dredge, v. Mitgliedern d. Genossenschaft deutscher Civil-Ingenieure, d. polytechn. Gesellschaft in Berlin u. vieler Ingenieure und Professoren. Hrsg. v. Dr. H. Grothe. Jährlich 52 Nrn. Halbjährlich 13. 35

Erfindungen u. Erfahrungen, neueste, a. d. Gebieten d. pract. Technik, d. Gewerbe, Industrie, Chemie, d. Land- und Hauswirtschaft. Hrsg. v. Koller. Jährlich 12 Hefte à 80

Haarmann's Zeitschr. f. Bauhandwerker. Hrsg. von G. Haarmann. Jährlich 12 Nrn. Vierteljährlich 3. —

Jahrb. üb. d. Leistungen u. Fortschritte a. d. Gebiete d. pract. Bauwesens. Jährlich ca. 12 Hefte à 60

Journal f. Gasbeleuchtung und Wasserversorgung. Organ d. Vereines v. Gas- und Wasserfachmännern Deutschlands und seinen Zweigvereinen u. d. Vereins f. Mineralöl-Industrie v. Schilling. Jährlich 24 Nrn. Halbjährlich 10. 70

ORELL FUSSLI & CO. IN ZÜRICH.



Seite / page

leer / vide /
blank